

Secours à Ste-Soline : il ne s'agit pas que de "malentendus"

Nous, manifestant.e.s de Ste-Soline ayant saisi la Défenseure des droits, contestons un certain nombre de points de l'enquête IGGN sur les secours, révélée aujourd'hui par Mediapart.

Nous dénonçons un travail lacunaire et partial, donnant la parole quasi exclusivement aux gendarmes et aux services de secours qui travaillent avec eux. Le point de vue des manifestant.e.s, notamment les medics ayant pris en charge les blessé.e.s, les personnes ayant appelé les secours, en est totalement absent. Nous refusons de prendre pour argent comptant l'enquête de l'IGGN sans aucun recul.

Si nous ne pouvons être exhaustifs sur les nombreux points qu'il faudrait reprendre, nous voulions attirer l'attention sur les éléments suivants :

- Nous dénonçons la mise en place d'une zone d'exclusion dans une manifestation. Cette situation inédite, d'habitude réservée aux attentats ou aux accidents industriels était complètement inadaptée à cette situation mais correspond à la propagande voulant faire de nous des "écoterroristes" ultra dangereux et prêt.e.s à tuer des gendarmes. Or, ce que démontrent les vidéos des caméras-piétons révélées hier, c'est que la volonté de tuer et l'ultra-violence étaient bien du côté de la gendarmerie.

S'il est parfaitement légitime de vouloir protéger les secours qui interviennent dans des zones où il y a des affrontements, il l'est en revanche beaucoup moins de les empêcher d'accéder à des personnes en urgence vitale. D'autant plus que, comme le reconnaissent les gendarmes eux-mêmes, les secours ne risquaient pas grand-chose et c'était la présence des gendarmes qui pouvait au contraire apporter de la tension...

- De plus, cette zone d'exclusion et son périmètre n'ont même pas été communiqués aux manifestant.e.s, ce qui ne nous permettait pas d'en extraire les blessé.e.s. Dans le cas d'Alix, une des blessées les plus graves, la personne, par ailleurs médecin, qui l'a accompagnée, l'a éloignée jusqu'à 800 mètres de la bassine alors que les secours prétendaient toujours ne pas pouvoir intervenir. Comment se fait-il que la zone d'exclusion fût si grande, alors que les affrontements n'avaient évidemment pas lieu sur une telle profondeur ? Pourquoi le périmètre de la zone d'exclusion n'at-il pas été clairement communiqué par téléphone aux personnes qui appelaient le Samu afin qu'elles puissent en sortir ? Pourquoi le Samu et le Sdis eux-mêmes semblaient ne pas connaître le périmètre exact de cette zone ?

Et surtout, pourquoi l'existence de cette zone d'exclusion n'a pas été communiquée en amont aux organisateurs de la manifestation ? La préfète avait pourtant bel et bien leurs contacts, et les street medics auraient pu s'organiser en conséquence s'ils avaient eu ces informations.

- Nous contestons l'analyse selon laquelle deux système parallèles de soin (celui officiel du Sdis et du Samu, et celui des street medics) coexistaient sans communiquer, comme si le problème se situait du côté des manifestant.e.s qui refusaient de faire intervenir les secours officiels. Il s'agit d'un élément de propagande du ministère de l'Intérieur depuis le début, alors que les medics ont toujours tenté de joindre le 15 par tous les moyens possibles lorsque cela était nécessaire, comme le prouvent d'ailleurs les enregistrements à ce sujet. Ce sont bien les secours qui étaient empêchés de venir, et pas les manifestant.e.s qui n'y avaient pas recours.

- Enfin, l'excuse de la géolocalisation coupée de certains téléphones empêchant la localisation des blessé.e.s nous laisse pantois.e.s. A plusieurs reprises lors d'appels aux secours, nous avons donné notre position GPS par SMS, ou en la dictant à l'oral. Par ailleurs, la gendarmerie disposait d'un hélicoptère, qui aurait pu être utilisé pour localiser les blessé.e.s les plus graves si les vies humaines avaient été la priorité de la préfecture.

Tout ceci laisse entendre que la responsabilité de la situation revient aux manifestant.e.s qui

n'auraient pas su donner les bonnes informations aux secours. Or, nous rappelons qu'en aucun cas ce n'est aux manifestant.e.s d'organiser les secours, et que nous ne mettons en place des street medics que pour faire face au déchainement de violence dont nous sommes victimes.

- Contrairement à ce que dit l'article de Mediapart reprenant sans recul le rapport de l'IGGN, au moins un véhicule de secours a été bloqué physiquement par les gendarmes et empêché d'accéder aux blessés. Plus précisément, il s'agit d'un véhicule du Sdis qui était bloqué par des gendarmes proche de là où Serge attendait. Nous pouvons attester avoir été témoin de cela, et même avoir échangé avec l'un des gendarmes présents à ce sujet.

- Nous contestons également le fait que Serge se situait "proche des affrontements" au moment où les secours sont intervenus. Il était alors à l'écart de la foule, avec un petit groupe de manifestant.e.s, et les gaz lacrymogènes tirés au loin ne parvenaient pas jusque là. Nous affirmons que les secours pouvaient alors intervenir sans danger, ce qui a d'ailleurs été fait.

- Nous insistons sur le fait qu'aucun personnel du Sdis ou du Samu n'a été victime d'aucune violence lors de la manifestation de Sainte-Soline. Les craintes à ce sujet étaient totalement infondées, mais fabriquées depuis plusieurs jours par un gouvernement qui voulait justifier par avance la répression violente à notre égard.

- Enfin, nous rappelons que si les manifestant.e.s étaient si méfiant.e.s envers les secours, et ont parfois refusé d'aller à l'hôpital ou d'être pris en charge par les pompiers, c'est en raison de la chasse aux manifestant.e.s dans les hôpitaux qui avait eu lieu lors de la précédente manifestation. L'un d'entre eux, blessé à la tête par un tir de LBD a notamment été arrêté dans sa chambre d'hôpital au service de neurochirurgie du CHU de Poitiers plusieurs jours après la manifestation, pour être placé en garde à vue sur base d'accusations de délits mineurs. Ces pratiques abimant gravement la confiance envers les soignant.e.s et mettant in fine en danger les manifestant.e.s doivent être a minima questionnées, ce qui n'a pas du tout été traité, semble-t-il, par l'IGGN. Pour nous, ces graves dysfonctionnements ne sont pas seulement dûs à des "malentendus" ou à de la "confusion". C'est ce qui arrive quand on diabolise "l'adversaire" à des fins de propagande, que l'on en fait une masse dangereuse et sanguinaire dont il faut se défendre. C'est ce qui arrive quand on criminalise toute contestation et qu'on déshumanise les manifestant.e.s. C'est ce qui arrive quand la priorité est d'empêcher des manifestant.e.s d'accéder symboliquement à un trou, plutôt que de préserver les vies humaines et l'intégrité physique des personnes. Cela relève de choix politiques. Il y avait une hiérarchie, et celle-ci a mis en défaut l'accès aux soins par son dispositif et par la désorganisation entre secours, par son silence et ses ordres contradictoires. La confusion n'est que le symptôme d'un empêchement.

Où est le compte rendu de la préfecture sur l'organisation de ce dispositif ? Comment a-t-il été décidé de créer une zone d'exclusion et sur quelle base ? Qui décidait de son périmètre ? Où sont les documents préparatoires qui permettraient de comprendre comment les secours étaient organisés ? Pourquoi les gendarmes ne sont-ils pas confrontés au contradictoire sur leurs affirmations ?

C'est cela que nous aurions aimé lire dans une enquête journalistique.